

## "La porte s'ouvre devant le cheval de Troie des Américains" dans L'Humanité (24 juin 1971)

**Légende:** Le 24 juin 1971, le quotidien communiste français L'Humanité s'interroge sur les conséquences de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE).

**Source:** L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 24.06.1971. Paris: L'Humanité. "La porte s'ouvre devant le cheval de Troie des Américains", auteur:Leyrac, Serge , p. 3.

**Copyright:** (c) L'Humanité

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_porte\\_s\\_ouvre\\_devant\\_le\\_cheval\\_de\\_troie\\_des\\_americains\\_dans\\_l\\_humanite\\_24\\_juin\\_1971-fr-b9879a1b-888f-42a1-89a4-adb25be73763.html](http://www.cvce.eu/obj/la_porte_s_ouvre_devant_le_cheval_de_troie_des_americains_dans_l_humanite_24_juin_1971-fr-b9879a1b-888f-42a1-89a4-adb25be73763.html)

**Date de dernière mise à jour:** 13/09/2013

## La porte s'ouvre devant le cheval de Troie des Américains

**Après et laborieuses, les ultimes négociations entre les représentants de la Grande-Bretagne et du Marché commun ont abouti mercredi, au petit jour, à un accord. Sous réserve de l'approbation de son Parlement, la Grande-Bretagne devrait, à dater du 1er janvier 1973, devenir membre de la Communauté européenne.**

A de multiples reprises, dans le passé, l'Angleterre avait été recalée à son examen d'entrée au Marché commun, en raison des très mauvaises notes que lui donnait de Gaulle. A présent, un compromis a été réalisé grâce à un changement de politique inauguré par M. Pompidou dès son accès à l'Élysée.

Quelle est la portée de l'accord de Luxembourg ? Pourquoi cette volonté de la part des dirigeants français d'élargir le Marché commun à la Grande-Bretagne, dont M. Pompidou s'est flatté hier encore en Conseil des ministres ?

En 1961 déjà, en 1967 avec plus d'insistance, Londres avait fait deux démarches en vue d'une adhésion au Marché commun. Il s'était vu opposer une fin de non-recevoir catégorique par de Gaulle en dépit, dira-t-il dans ses « Mémoires d'espoir » de « la propension de nos cinq partenaires à se tenir sous son influence [de l'Angleterre] ».

Au cours de sa conférence de presse du 18 mai 1967, de Gaulle motiva ainsi son refus : « Etant donné, déclara-t-il, les rapports particuliers qui lient la Grande-Bretagne à l'Amérique avec les avantages et aussi les dépendances qui en résultent pour eux ; étant donné l'existence du Commonwealth et leurs relations préférentielles avec eux ; étant donné les engagements spéciaux qui sont les leurs... » ; étant donné tout cela et le rôle de monnaie de réserve d'une livre sterling en mauvais point, il était impossible d'ouvrir la porte à la Grande-Bretagne.

D'autres raisons moins avouables entraient en ligne de compte. Une industrie britannique fortement concentrée avait toutes les chances de l'emporter sur sa concurrente française dont la concentration était plus tardive.

En outre, la Grande-Bretagne ne manquerait pas de contrecarrer l'ambition gaulliste de prendre la tête politique de la petite Europe pour le plus grand profit de l'impérialisme français.

### Raisons françaises et britanniques

Successeur de de Gaulle, M. Pompidou se montra vite disposé à élargir le Marché commun à la Grande-Bretagne, moyennant certaines concessions mutuelles. Depuis la Conférence de La Haye, où Pompidou définit les conditions de l'adhésion de la Grande-Bretagne, les marchandages qui ont trouvé leur conclusion mercredi à l'aube, ont porté essentiellement sur le prix du billet d'entrée.

La condition première était le maintien de la « préférence communautaire » et partant, l'abandon des relations commerciales privilégiées entre la Grande-Bretagne et son Commonwealth. C'est sur quoi on s'est entendu à Luxembourg, non sans que M. Maurice Schumann lâche du lest sur le beurre et le fromage néo-zélandais.

On a discuté ferme, aussi, sur la contribution britannique au budget communautaire. Là encore, M. Schumann en a rabattu de ses prétentions, tant était grand son désir de parvenir à un accord.

Les raisons de ce goût relativement récent de nos dirigeants pour l'Angleterre sont complexes. Parmi les plus importantes, il y a la crainte du tête-à-tête avec la R.F.A., aux ambitions politiques désormais proportionnelles à sa puissance économique.

Par ailleurs, les cadres nationaux, voire du Marché commun à Six sont devenus insuffisants pour les monopoles transnationaux, aussi voient-ils d'un bon œil la Grande-Bretagne s'agréger au Marché commun.

Il y a des affaires à faire dans cette île à l'économie hautement développée, même si les rivalités entre monopoles doivent s'en trouver avivées.

Du côté britannique les raisons sont souvent similaires. Les relations avec les anciennes colonies, les Dominions, perdent au fil des ans de leur intérêt pour les monopoles britanniques. Par contre, le Marché commun représente un vaste marché où les monopoles britanniques peuvent trouver à gagner. Dans la compétition internationale l'impérialisme britannique dispose de sérieux atouts : des monopoles très concentrés, un marché financier lui permettant de prendre une place de choix lors de la constitution de grandes sociétés multinationales. Quant à la livre sterling, les « Six » se sont satisfaits de la promesse d'y mettre de l'ordre et un terme à son rôle de monnaie de réserve.

### **L'essentiel escamoté**

Il est remarquable que des deux côtés de la Manche on ait fait le silence sur cette donnée essentielle que constituent les liens spéciaux entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ils ont été purement et simplement escamotés aussi bien au cours des entretiens décisifs Heath-Pompidou à l'Elysée, que tout au long des négociations de Bruxelles et de Luxembourg.

Passons sur le désaveu infligé par M. Pompidou à De Gaulle qui traitait en son temps la Grande-Bretagne de « Cheval de Troie des Américains ».

Le Marché commun, avec les conflits d'intérêts entre impérialismes dont il est le champ clos, porte en lui des modifications constantes dans les rapports de force, des renversements d'alliances. C'est ainsi que « d'alliée privilégiée de la France », la RFA est devenue un « partenaire » dangereux. Il reste que M. Pompidou et partant, les monopoles français, s'accommodent fort bien des liens spéciaux américano-britanniques. Le président de la République a beau parler pour mémoire d'une « Europe européenne », la pénétration américaine en Europe ne peut que s'en trouver accentuée.

Au reste, les milieux dirigeants américains se montrent très favorables à l'adhésion de la Grande-Bretagne pour des raisons diverses. Outre leurs fameux accords spéciaux avec Londres, les Américains colonisent littéralement l'économie britannique. C'est ainsi que 20 % des industries clés, 60 % des sociétés de recherche sont contrôlées par des capitaux américains. Les constructions mécaniques, l'automobile, la pétrochimie, l'électronique etc... sont largement sous contrôle américain.

De plus, les Etats-Unis comptent sur la Grande-Bretagne pour faire pièce à l'impérialisme français. Il s'ébauche d'ailleurs tout un chassé-croisé d'alliances et d'oppositions entre les divers impérialismes : français et anglais contre RFA, Ouest-Allemands et Anglais contre la France, etc... De tous ces heurts, c'est l'impérialisme américain qui entend tirer profit.

L'accord conclu à Luxembourg doit encore être sanctionné par le Parlement britannique. L'affaire sera chaude, car l'opposition populaire est très forte en raison des hausses prévues sur le coût de la vie. A telle enseigne que les Travailleurs hostiles au Marché commun ont fait décider hier la convocation d'un congrès extraordinaire de leur parti en juillet.

Quoi qu'il en soit, l'entrée de la Grande-Bretagne ne peut qu'accentuer le caractère négatif du Marché commun.

Une fois de plus l'intérêt des monopoles passe par-dessus l'intérêt national. Car c'est l'indépendance nationale qui est en jeu à terme ; l'indépendance politique et économique à l'égard des Etats-Unis.

Quant aux travailleurs, qu'ils soient britanniques ou français, ils n'ont rien à gagner dans ce qui n'est pas pour eux une « affaire ».

**Serge Leyrac**

